

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2651

24 octobre 2013

### SOMMAIRE

Albert & Partner S.A. ....	127206	Kebel Invest S.à r.l. ....	127232
Albert & Partner S.A. ....	127205	Kensalys S.A. ....	127204
Aper International S.A. ....	127204	Klopp Marc S.à r.l. ....	127232
Aston 66 S.A. ....	127228	Leclerc Foods Luxembourg S.à r.l. ....	127213
Beamex S.A., SPF ....	127228	Linares Holding S.A. ....	127232
Beelenboesch Sàrl ....	127228	Litoprint S.A. ....	127205
Colfer S.A. ....	127202	L.S.A. S.à r.l. ....	127232
Cyclades Investments S.A., SPF ....	127203	L.S.H. S.A. ....	127205
Cyprès International ....	127233	Mercan S.A., SPF ....	127206
D.C. Immobiliare S.A. ....	127226	Modellux S.A. ....	127205
DESTREM, Luxembourg S.A. ....	127248	Mosto S.A. ....	127226
Doushan S.A., SPF ....	127203	Mullins Enterprises S.A. ....	127236
Energy Research and Investment S.A. ..	127248	Neela Investments S.A. ....	127206
Erasme Investments S.à r.l. ....	127231	Ogura S.A. ....	127207
Erasme Investments S.à r.l. ....	127229	Ongoing International Partners ....	127230
ESCF Dueren S.à r.l. ....	127228	Paninvest S.A. ....	127207
Euroblick Holding S.A. ....	127203	Peruso Finance S.A. ....	127229
Eurofin International S.A. ....	127230	Pescado S.A., SPF ....	127208
Europ Continents Holding ....	127230	PFCE Poland II S.à r.l. ....	127239
Faenza Midco S.à r.l. ....	127244	PFCE Poland I S.à r.l. ....	127246
Fin 4 Holding S.A. ....	127230	Private II Wealth Management SCA-SIF	
Fineq S.A. ....	127231	.....	127229
First Data International Luxembourg VII		Roundabout Tours S. à r.l. ....	127241
S.à r.l. ....	127229	Sigval Holding S.A., société de gestion de	
Fondamenta Private Equity S.A. ....	127202	patrimoine familial S.A., SPF ....	127207
Global Investment Opportunities Partners		Soxipa S.A., SPF ....	127208
.....	127230	Specialized Investment Management Sicav	
Goldman Sachs Investment Partners Hol-		- SIF ....	127209
dings (Lux) Offshore S.à r.l. ....	127228	Spring Financial Investment S.A. ....	127208
Idomeneo S.à r.l. ....	127231	Tanzanyte S.A. ....	127227
International Glasholding S.A., société de		Thierry Linster & Ivan Stupar Architectes,	
gestion de patrimoine familial, "SPF" ..	127206	S.à r.l. ....	127227
Kalverboer Investments 1 S.à r.l. ....	127232	Topaze Holding S.à r.l. ....	127211
Karibou S.A. ....	127202	Total Luxembourg S.A. ....	127227
Katana Investments S.A. ....	127231	Valleroy S.A. ....	127227

**Colfer S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 135.178.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147726/1023/17.

---

**Karibou S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 128.443.

The shareholders are convened hereby to attend the

**ORDINARY MEETING**

of the company, which will be held at the headoffice, on 12 novembre 2013 at 10.00

*Agenda:*

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at June 30, 2012 and allotment of results.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending June 30, 2012.
4. Continuation of the activity of the company despite a loss of more than 75% of the capital.
5. Statutory Elections.
6. Miscellaneous.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013147730/1023/18.

---

**Fondamenta Private Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 121.134.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 05.11.2013 à 10 heures 00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation du rapport du liquidateur;
2. Désignation d'un commissaire à la liquidation;
3. Présentation et approbation du rapport du commissaire à la liquidation;
4. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire aux comptes en fonction lors de la mise en liquidation;
5. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour leur mandat respectif;
6. Clôture finale de la liquidation;
7. Manière dont les actifs seront mis à la disposition des actionnaires et créancier le cas échéant;
8. Désignation de l'endroit où les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013142558/45/19.

---

**Doushan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 41.199.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147728/1023/16.

**Cyclades Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 75.504.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147727/1023/17.

**Euroblick Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 38.379.

Les actionnaires de la société anonyme EUROBLICK HOLDING S.A. sont invités à assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le 15 novembre 2013 à 15 :00 heures au sein des bureaux de Maître Claude Schmartz, administrateur provisoire de la Société, L-7364 Bofferdange, Domaine du Parc, Résidence Les Cerisiers 2, 1B, A Romesch, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et vote sur la vente des 999 parts sociales de la société Ifigenia N.V., société de droit Belge, ayant son siège à Parklaan 71 BUS 16, 9100 Sint-Niklaas (Belgique), détenues par la Société aux termes du jugement n° 217/2010 (n° 54 167 du rôle) rendu par le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, du 14 juillet 2010, en continuation du jugement n°167/2008 (n° 54 167 du rôle) rendu par le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, du 29 mai 2008, en continuation du jugement n°163/2007 (n° 54 167 du rôle) rendu par le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, du 28 mars 2007, jugements dont appel;
2. Discussion et vote sur la mise sous séquestre du prix d'achat des 999 prédites parts auprès de Maître François Turk ou de toute autre personne désignée à cet effet dans l'attente d'un jugement définitif sur les droits de la Société sur ces parts sociales;
3. Discussion et vote sur un déplacement du siège social de la Société auprès du domiciliataire TOTALSERVICE MANAGEMENT Luxembourg S.à r.l.
4. Discussion concernant la créance de la Société sur la société anonyme AYSKYLOS

127204

5. Discussion sur la situation et l'avenir de la Société;
6. Divers.

L'Assemblée Générale ne délibérera valablement que si la moitié du capital est présente ou représentée à l'Assemblée Générale.

Les actionnaires qui ne pourront pas assister personnellement à l'Assemblée Générale sont invités à envoyer une procuration dûment remplie à leur mandataire désigné ainsi qu'une copie de cette dernière à l'administrateur provisoire de la Société au plus tard le 7 novembre 2013. Les procurations seront envoyées aux actionnaires de même qu'une copie de la présente convocation et pourront également être obtenues sur demande auprès de l'administrateur provisoire de la Société.

*L'Administrateur Provisoire*  
Claude SCHMARTZ

Référence de publication: 2013147130/35.

---

**Aper International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.  
R.C.S. Luxembourg B 138.576.

---

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

convoquée EXTRAORDINAIREMENT qui se tiendra au siège de la société Aper International S.A., 51, rue Albert 1<sup>er</sup> à L-1117 Luxembourg le 14/11/2013 à 11 heures.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du conseil d'administration sur les exercices se clôturant aux 30 juin 2008, 30 juin 2009, 30 juin 2010, 30 juin 2011, 30 juin 2012, et 30 juin 2013
2. Rapport du commissaire aux comptes sur le même exercice
3. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et de l'annexe aux 30 juin 2008, 30 juin 2009, 30 juin 2010, 30 juin 2011, 30 juin 2012, et 30 juin 2013
4. Affectation des résultats
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
6. Résolution à prendre conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales
7. Elections statutaires
8. Divers

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'expression de nos sentiments très distingués.

Sylviane SCHAEFER / Florence MAYOT  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013144568/24.

---

**Kensalys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 74.503.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147731/1023/16.

---

**L.S.H. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 86.734.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 12 novembre 2013 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2013147732/795/15.

---

**Litoprint S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 41.107.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 13 novembre 2013 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2013
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2013147733/795/16.

---

**Albert & Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1319 Luxembourg, 155, rue Cents.  
R.C.S. Luxembourg B 159.262.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013135880/9.

(130165651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

---

**Modellux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 30.462.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra en date du 12 novembre 2013 à 14 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2013
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2013147735/506/16.

---

**International Glasholding S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 33.988.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147729/1023/17.

**Mercan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 69.853.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der  
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG  
die am 12 November 2013 um 16.00 am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

*Tagesordnung:*

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars 31. Dezember 2011.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 2011, sowie Zuteilung des Resultats.
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 31. Dezember 2011.
4. Verschiedenes.

DER VERWALTUNGSRAT.

Référence de publication: 2013147734/1023/15.

**Albert & Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1319 Luxembourg, 155, rue Cents.  
R.C.S. Luxembourg B 159.262.

*Berichtigende Einreichung der Referenz L-130165651 vom 27.09.2013*

Der Jahresabschluss vom 31/12/2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2013135881/10.

(130166114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

**Neela Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 132.761.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 09.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.

4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147736/1023/17.

---

**Ogura S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 42.016.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147737/1023/16.

---

**Paninvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 128.482.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147738/1023/17.

---

**Sigval Holding S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 37.010.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147740/1023/17.

---

**Pescado S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.509.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147739/1023/16.

---

**Soxipa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 45.714.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147741/1023/16.

---

**Spring Financial Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.901.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 12 novembre 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013147742/1023/17.

---



**Specialized Investment Management Sicav - SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 147.171.

In the year two thousand thirteen, on the thirtieth of September.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of Specialized Investment Management SICAV-SIF (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, having its registered office at Hesperange, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 1 July 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1439 of 25 July 2009. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on 25 January 2012, published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 752 of March 21, 2012.

The Meeting was opened by Mrs Sylvie Dobson, bank employee, residing professionally in Luxembourg as chairman of the Meeting and as scrutineer.

The chairman appointed Mrs Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in Luxembourg as secretary.

The bureau of the Meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

I.- The shareholders present or represented, the number of shares held by each of them and the proxies of the represented shareholders are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- That all the shares being registered shares, the Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on September 20, 2013.

III.- That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda*

Approval of amendments of the Articles with effect from 1 October 2013 as detailed below:

1. Amendment of article 4 of the Articles so as to change the Company's registered office from Hesperange to Luxembourg-city in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. Amendment of article 8 of the Articles to clarify that the board of directors' power to impose restrictions for the purpose of ensuring that no shares of the Company are held by any person in circumstances which might result in the Company incurring any liability to taxation includes any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and that the definition of "U.S. Person" includes the meaning given to this term in FATCA.

IV. It appears from the said attendance list out of 780,138 shares in issue, 626,026 shares are present or represented at the Meeting, representing more than half of the Company's capital.

V. As a result of the foregoing, the Meeting was regularly constituted and could validly deliberate and vote on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting took the following resolution by unanimous vote:

*Sole resolution*

The Meeting resolves to amend the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as follows:

- to amend article 4 of the Articles so as to change the Company's registered office from 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 2-4, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. Article 4 shall read as follows:

"The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If and to the extent permitted by and under the conditions set-out in Luxembourg laws and regulations, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation";

- to amend article 8 of the Articles to insert provisions in relation to the Foreign Account Tax Compliance Act to read as follows:

"The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and related US regulations) or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company,

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such redemption notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article twenty-three hereof less any service charge (if any);

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including, but not limited to, FATCA) which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person". The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning."

The foregoing resolutions have been taken with effect from 1 October 2013.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to Euro 1,500.-.

The meeting states that according to Article 26 of the law of February 13 2007 regarding special investment funds the present deed is worded in English only.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons, appearing, they signed together with the notary this deed.

Signé: S. DOBSON, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2013. Relation: LAC/2013/44639. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142435/128.

(130173470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

### **Topaze Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-9940 Asselborn, 51, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 180.906.

### **STATUTS**

L'an deux mille treize, le deux octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société AFB Services Limited ayant son siège social à Kowloon/Mongkok, Hong Kong (Chine), 8, Argyle Street, office tower, Langham Place Suite 3703, immatriculée au Companies Registry de Hong Kong sous 1370262,

ici dûment représentée par Monsieur Ludovic LO PRESTI, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener, en vertu d'une procuration générale donnée le 5 novembre 2009. Une copie de la procuration, signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, telle que représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée déclare constituer entre elle et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Topaze Holding S.à r.l.».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Wincrange.

Il peut être transféré dans les limites de la commune du siège par simple décision du gérant, ou cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il pourra être transféré en tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg, par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, la prestation de services, l'étude, le conseil, la consultation, l'expertise, l'assistance au management et toutes prestations de services dans le cadre de la gestion d'entreprises privées et publiques. Cette énumération est exemplative et nullement limitative.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne ces prestations, à la réalisation de ces conditions.

La société peut accepter tout mandat de gestion et d'administration dans toute société et association quelconque. Elle peut se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute société, liée ou non.

La société peut constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux ou se porter caution.

La société a également pour objet la réalisation, pour son compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, de toute opérations foncières et immobilières et notamment:

- l'achat, la vente, l'échange, la construction, la reconstruction, la démolition, la transformation, l'exploitation et la location de tous immeubles bâtis, meublés ou non;

- l'achat, la vente, la mise en valeur, le lotissement, l'exploitation, la location et l'affermage de tous immeubles non bâtis.

Ainsi que la réalisation de toutes opérations relatives à la promotion immobilière.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 6.** Entre associés les parts sont librement cessibles.

Elles ne peuvent être cédées ou transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

**Art. 7.** Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 8.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

### Gérance - Assemblée générale

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

**Art. 10.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 11.** La société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers, soit par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

**Art. 12.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

### Année sociale - Bilan

**Art. 13.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 14.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

### Disposition générale

**Art. 15.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

127213

*Mesure transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

*Souscription et Libération*

Les Statuts ainsi établis, la partie qui a comparu, telle que représentée, déclare souscrire le capital comme suit:

AFB Services Limited . . . . . 100 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

*Décisions de l'associée unique*

Et à l'instant l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, s'est réunie en lieu et place de l'assemblée générale, et, a pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social est fixée à L-9940 Asselborn, 51, rue Principale.

2.- Le nombre de gérants est fixé à un (1).

Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Jean-François THEATRE, gérant, demeurant 51, rue Principale, L-9940 Asselborn, né à Montegnée (Belgique), le 9 juillet 1970, demeurant professionnellement à L-9940 rue Principale, 51, Asselborn.

3.- Vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Lo Presti et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 9 octobre 2013. LAC/2013/45977. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145781/123.

(130177736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

**Leclerc Foods Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 270.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 180.531.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

GROUPE BISCUITS LECLERC INC., a corporation duly incorporated and validly existing under the Business Corporations Act, Quebec, Canada, having its registered office at 91, De Rotterdam, St-Augustin-de-Desmaures, Quebec, Canada, G3A 1T1 registered with the Quebec Business Register, under number 1161006540 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on September 23, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That GROUPE BISCUITS LECLERC INC., aforementioned, is the sole shareholder of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of LECLERC FOODS LUXEMBOURG S.À R.L., having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Company Register and incorporated by a deed of the undersigned notary,

on September 12, 2013, not yet published (the “Company”). The articles of associations of the Company have not been amended since.

II. That the Company’s share capital amounts to twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each.

III. That the Agenda of the meeting is the following:

1. Consider the restatement of the Company’s share capital by the creation of two different classes of shares, namely the ordinary shares and the mandatory redeemable preferred shares;

2. Consider the conversion of the current twenty thousand (20,000) shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each into twenty thousand (20,000) ordinary shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each;

3. Consider to increase the Company’s share capital by an amount of two hundred fifty thousand US Dollars (USD 250,000) in order to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to two hundred seventy thousand US Dollars (USD 270,000) by the issuance of:

- Two thousand five hundred (2,500) new ordinary shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, together with an ordinary share premium of two hundred forty-seven thousand five hundred US Dollars (USD 247,500) (together the “New Ordinary Shares”) and,

- Two hundred forty-seven thousand five hundred (247,500) mandatory redeemable preferred shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, together with a mandatory redeemable preferred share premium of twenty-four millions five hundred two thousand five hundred US Dollars (USD 24,502,500) (together the “MRPS”).

4. Consider the subscription by the Sole Shareholder to all the New Ordinary Shares and all the MRPS;

5. Consider the full payment in cash of all the New Ordinary Shares and all the MRPS;

6. Consider the subsequent amendment of Articles 6, 8, 12 and 13 of the Company’s articles of association to give it the following content:

**“ Art. 6. Share capital - Shares.**

**6.1 Subscribed share capital**

The share capital amounts to two hundred seventy thousand US Dollars (USD 270,000) represented by twenty-two thousand five hundred (22,500) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the “Ordinary Shares”) and two hundred forty-seven thousand five hundred (247,500) mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the “MRPS”), all fully subscribed and entirely paid up.

For the sake of clarity, “shares” in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each agreement entered into between the sole shareholder and the Company represented by him shall be established in writing.

**6.2 Share premium**

Ordinary Shares and MRPS (together referred to as the “classes” of shares and each referred to as a “class” of shares) can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the Ordinary Shares (the “Ordinary Share Premium”) shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the “Ordinary Share Premium Account”. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the MRPS (the “MRPS Premium”) shall remain attached to the MRPS and shall be designated as the “MRPS Premium Account”.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account by way of a contribution or by incorporation of Company’s available reserves, prescribed that shareholder(s) representing at least half of the Company’s share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company’s shares as long as all the Company’s shares are held by a sole shareholder.

Amounts so recorded to the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

As long as the Company has a sole shareholder, a portion of Ordinary Share Premium equal to 10% of the share capital (represented by both Ordinary Shares and MRPS) should be allocated to the legal reserve.

**6.3 Modification of share capital**

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

As long as the Company has a sole shareholder, if an impairment is booked in the Company’s quarterly accounts on the value of any of its subsidiaries and if the quarterly accounts show that further to such impairment the Company is in



a loss position, the shareholder shall, before the end of the financial year during which the impairment is booked, decrease the Ordinary Share Premium Account in order to absorb such loss.

#### 6.4 Redemption of shares

The sole shareholder, or, in case of plurality of shareholders, the general meeting of the shareholders of the Company may resolve to redeem part or all of the MRPS subject however to the conditions as set out below.

MRPS are redeemable (partially or in full) at any time until maturity at the option of the Company (an “Early Redemption Date”). The Company shall redeem the MRPS at the latest on the thirteenth anniversary of their issuance (the “Maturity Date”).

The MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to the aggregate par value of the redeemed MRPS, MRPS Premium attached to the redeemed MRPS, as well as any preferred dividend and/or additional preferred dividend as both defined in Article 12 accrued but not yet declared on the redeemed MRPS at the time of redemption (the “Redemption Price”).

Nonetheless, the MRPS shall only be redeemed at the Maturity Date if the Company has sufficient available funds to do so on the concerned date (“Available Funds”). In case the Company does not dispose of funds available for distribution to pay the Redemption Price in cash at the Maturity Date, it may, at its sole discretion, pay the Redemption Price in kind (partially or in full).

In case the Company has Available Funds to pay the Redemption Price in cash, the Redemption Price can nonetheless be paid in kind (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date), if the MRPS holder(s) so agree.

Irrespective of whether the Company has Available Funds or not, the Company may discharge the Redemption Price (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date) by transferring to the holder(s) of MRPS to be redeemed any claim(s) owing to the Company by any person, to be valued for these purposes at the higher of the face value and the market value of the claim(s) to be transferred.

MRPS redeemed by the Company shall be immediately cancelled and the amount of share capital shall be reduced accordingly. In addition, the MRPS Premium Account shall be reduced accordingly.

#### 6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company’s shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

#### 6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders’ register in accordance with article 185 of the Law.

**Art. 8. General shareholders’ meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders’ meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of each class of shares and owning together more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of each class of shares and owning together at least three quarter of the Company’s entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders’ meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 12. Distribution of profits.** For every financial year of the Company, and for the first time at the occasion of its first financial year, a cumulative preferred dividend of five point fifty-three percent (5.53%) a year shall accrue on the MRPS on a daily basis (30-day month), computed on the first day of each month in arrears on the par value of the MRPS and MRPS Premium Account until the MRPS’ redemption (“Preferred Dividend”).

In case of realization of a capital gain upon disposal of a financial asset financed by the MRPS, the holders of MRPS will also be entitled to an additional preferred dividend (“Additional Preferred Dividend”), corresponding to the gain realized upon disposal of the financial asset which is equal to the difference (if any) between the amount realized and the acquisition cost of the financial asset reflected in the Company’s books. This provision is applicable as long as all the shares of the Company are held by a sole shareholder.

Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend may be either (i) cumulated or (ii) declared each year to the extent the Company has sufficient distributable profits available. If the current year's Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend is not declared (due to a lack of distributable profits or otherwise), it shall be cumulated and can be declared at any time until the redemption of the MRPS to the extent that there is sufficient profit to distribute.

The above Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend do not have any impact on the obligation for each shareholder to participate to the losses under the sequence described in article 13 of the present Articles.

The holders of the Ordinary Shares are entitled to the remainder of the Company's profit for any given financial year ("Ordinary Dividend"), but no dividends will be paid to the holders of the Ordinary Shares until all rights to Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend of the holders of MRPS of the current year and the prior years have been paid.

The holders of MRPS are not entitled to the Ordinary Dividend, except when holding Ordinary Share(s) as well as MRPS.

The Preferred Dividend, Additional Preferred Dividend and/or the Ordinary Dividend may be paid in cash or in kind, if the MRPS holder(s) and/or Ordinary Shares holder(s) so agree.

The board of managers may resolve to pay one or more interim dividends with respect to the MRPS ("Preferred Interim Dividend") and Ordinary Shares ("Ordinary Interim Dividend"), including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. The declaration of Preferred Interim Dividends shall be limited to the Preferred Dividends accumulated on the MRPS as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend until the financial year end. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The total amount to be distributed may not exceed total distributable profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon winding-up of the Company, subject the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the MRPS have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e., MRPS and MRPS Premium Account) and Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend accrued or declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e., Ordinary Shares, Ordinary Share Premium Account, Ordinary Share Premium allocated to the legal reserve or any other reserve if any) until all rights to repayment of the holders of MRPS have been discharged.

Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of MRPS, available funds will be allocated to the holders of MRPS pro rata their repayment rights.

Holders of the Ordinary Shares are entitled to the entire liquidation proceeds (liquidation profits) of the Company after the holders of MRPS have received their preferred rights to repayment. Holders of MRPS are thus excluded from any liquidation surplus of the Company after they have received their preferred right to repayment.

In case of liquidation losses, such losses will be supported firstly by the holders of the Ordinary Shares, and then by the holders of the MRPS when necessary."

## 7. Miscellaneous.

IV. That, on basis of the Agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to create two distinct classes of shares namely the ordinary shares and the mandatory redeemable preferred shares.

### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to convert twenty thousand (20,000) shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each into twenty thousand (20,000) ordinary shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each.

### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of two hundred fifty thousand US Dollars (USD 250,000) in order to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to



two hundred seventy thousand US Dollars (USD 270,000) by the issuance of the New Ordinary Shares and MRPS, together with a share premium amounting to twenty-four million seven hundred fifty thousand US Dollars (USD 24,750,000).

#### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder through its proxyholder declares to subscribe to all the Ordinary Shares and MRPS.

All the Ordinary Shares and MRPS have been fully paid in cash, so that the amount of twenty-five millions US Dollars (USD 25,000,000) is at the disposal of the Company, evidence thereof having been given to the notary.

#### *Fourth resolution*

Pursuant to the above increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend Articles 6, 8, 12 and 13 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

#### **“ Art. 6. Share capital - Shares.**

##### **6.1 Subscribed share capital**

The share capital amounts to two hundred seventy thousand US Dollars (USD 270,000) represented by twenty-two thousand five hundred (22,500) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the “Ordinary Shares”) and two hundred forty-seven thousand five hundred (247,500) mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the “MRPS”), all fully subscribed and entirely paid up.

For the sake of clarity, “shares” in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each agreement entered into between the sole shareholder and the Company represented by him shall be established in writing.

##### **6.2 Share premium**

Ordinary Shares and MRPS (together referred to as the “classes” of shares and each referred to as a “class” of shares) can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the Ordinary Shares (the “Ordinary Share Premium”) shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the “Ordinary Share Premium Account”. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the MRPS (the “MRPS Premium”) shall remain attached to the MRPS and shall be designated as the “MRPS Premium Account”.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, prescribed that shareholder(s) representing at least half of the Company's share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares as long as all the Company's shares are held by a sole shareholder.

Amounts so recorded to the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

As long as the Company has a sole shareholder, a portion of Ordinary Share Premium equal to 10% of the share capital (represented by both Ordinary Shares and MRPS) should be allocated to the legal reserve.

##### **6.3 Modification of share capital**

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

As long as the Company has a sole shareholder, if an impairment is booked in the Company's quarterly accounts on the value of any of its subsidiaries and if the quarterly accounts show that further to such impairment the Company is in a loss position, the shareholder shall, before the end of the financial year during which the impairment is booked, decrease the Ordinary Share Premium Account in order to absorb such loss.

##### **6.4 Redemption of shares**

The sole shareholder, or, in case of plurality of shareholders, the general meeting of the shareholders of the Company may resolve to redeem part or all of the MRPS subject however to the conditions as set out below.

MRPS are redeemable (partially or in full) at any time until maturity at the option of the Company (an “Early Redemption Date”). The Company shall redeem the MRPS at the latest on the thirteenth anniversary of their issuance (the “Maturity Date”).

The MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to the aggregate par value of the redeemed MRPS, MRPS Premium attached to the redeemed MRPS, as well as any preferred dividend and/or additional preferred dividend as both defined in Article 12 accrued but not yet declared on the redeemed MRPS at the time of redemption (the “Redemption Price”).

Nonetheless, the MRPS shall only be redeemed at the Maturity Date if the Company has sufficient available funds to do so on the concerned date ("Available Funds"). In case the Company does not dispose of funds available for distribution to pay the Redemption Price in cash at the Maturity Date, it may, at its sole discretion, pay the Redemption Price in kind (partially or in full).

In case the Company has Available Funds to pay the Redemption Price in cash, the Redemption Price can nonetheless be paid in kind (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date), if the MRPS holder(s) so agree.

Irrespective of whether the Company has Available Funds or not, the Company may discharge the Redemption Price (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date) by transferring to the holder(s) of MRPS to be redeemed any claim(s) owing to the Company by any person, to be valued for these purposes at the higher of the face value and the market value of the claim(s) to be transferred.

MRPS redeemed by the Company shall be immediately cancelled and the amount of share capital shall be reduced accordingly. In addition, the MRPS Premium Account shall be reduced accordingly.

#### 6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

#### 6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of each class of shares and owning together more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of each class of shares and owning together at least three quarter of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 12. Distribution of profits.** For every financial year of the Company, and for the first time at the occasion of its first financial year, a cumulative preferred dividend of five point fifty-three percent (5.53%) a year shall accrue on the MRPS on a daily basis (30-day month), computed on the first day of each month in arrears on the par value of the MRPS and MRPS Premium Account until the MRPS' redemption ("Preferred Dividend").

In case of realization of a capital gain upon disposal of a financial asset financed by the MRPS, the holders of MRPS will also be entitled to an additional preferred dividend ("Additional Preferred Dividend"), corresponding to the gain realized upon disposal of the financial asset which is equal to the difference (if any) between the amount realized and the acquisition cost of the financial asset reflected in the Company's books. This provision is applicable as long as all the shares of the Company are held by a sole shareholder.

Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend may be either (i) cumulated or (ii) declared each year to the extent the Company has sufficient distributable profits available. If the current year's Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend is not declared (due to a lack of distributable profits or otherwise), it shall be cumulated and can be declared at any time until the redemption of the MRPS to the extent that there is sufficient profit to distribute.

The above Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend do not have any impact on the obligation for each shareholder to participate to the losses under the sequence described in article 13 of the present Articles.

The holders of the Ordinary Shares are entitled to the remainder of the Company's profit for any given financial year ("Ordinary Dividend"), but no dividends will be paid to the holders of the Ordinary Shares until all rights to Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend of the holders of MRPS of the current year and the prior years have been paid.

The holders of MRPS are not entitled to the Ordinary Dividend, except when holding Ordinary Share(s) as well as MRPS.

The Preferred Dividend, Additional Preferred Dividend and/or the Ordinary Dividend may be paid in cash or in kind, if the MRPS holder(s) and/or Ordinary Shares holder(s) so agree.

The board of managers may resolve to pay one or more interim dividends with respect to the MRPS ("Preferred Interim Dividend") and Ordinary Shares ("Ordinary Interim Dividend"), including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. The declaration of Preferred Interim Dividends shall be limited to the Preferred Dividends accumulated on the MRPS as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend until the financial year end. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The total amount to be distributed may not exceed total distributable profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon winding-up of the Company, subject the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the MRPS have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e., MRPS and MRPS Premium Account) and Preferred Dividend and/or Additional Preferred Dividend accrued or declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e., Ordinary Shares, Ordinary Share Premium Account, Ordinary Share Premium allocated to the legal reserve or any other reserve if any) until all rights to repayment of the holders of MRPS have been discharged.

Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of MRPS, available funds will be allocated to the holders of MRPS pro rata their repayment rights.

Holders of the Ordinary Shares are entitled to the entire liquidation proceeds (liquidation profits) of the Company after the holders of MRPS have received their preferred rights to repayment. Holders of MRPS are thus excluded from any liquidation surplus of the Company after they have received their preferred right to repayment.

In case of liquidation losses, such losses will be supported firstly by the holders of the Ordinary Shares, and then by the holders of the MRPS when necessary."

There being no further business, the meeting is terminated.

#### Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand EURO (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

#### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

#### A COMPARU:

GROUPE BISCUITS LECLERC INC., une société dûment constituée et existant valablement selon le Business Corporations Act, Quebec, Canada ayant son siège social au 91, De Rotterdam, St-Augustin-de-Desmaures, Quebec, Canada, G3A 1T1, enregistrée au Registre de Commerce du Quebec, Canada, sous le matricule 1161006540 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par l'Associée Unique le 23 septembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante représentée par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que GROUPE BISCUITS LECLERC INC., précitée, est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de LECLERC FOODS LUXEMBOURG S.A R.L., ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 12 septembre 2013, non encore publié (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

II. Que le capital social de la Société est de vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer la modification du capital social de la Société par la création de deux classes distinctes de parts sociales à savoir des parts sociales ordinaires et des parts sociales préférentielles avec obligation de rachat;

2. Considérer la conversion des vingt mille (20.000) parts sociales existantes de la Société d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune en vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune;

3. Considérer l'augmentation du capital de la Société à concurrence de deux cent cinquante mille US Dollars (USD 250.000) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille US Dollars (USD 20.000) à deux cent soixante-dix mille US Dollars (USD 270.000) par l'émission de:

- Deux milles cinq cent (2.500) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, avec une prime d'émission de parts sociales ordinaires d'un montant de deux cent quarante-sept milles cinq cent US Dollars (USD 247.500) (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires»);

- Deux cent quarante-sept milles cinq cent (247.500) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, avec une prime d'émission de parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'un montant de vingt-quatre millions cinq cent deux milles cinq cent US Dollars (USD 24.502.500) (les «MRPS»);

4. Considérer la souscription par l'Associée Unique à toutes les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires et tous les MRPS;

5. Considérer la libération intégrale en numéraire de toutes les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires et de toutes les MRPS;

6. Considérer la modification subséquente des articles 6, 8, 12 et 13 des statuts de la Société afin de leur donner le contenu suivant:

**« Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

**6.1 Capital souscrit et libéré**

Le capital social est fixé à deux cent soixante-dix mille US Dollars (USD 270.000) représenté par vingt-deux milles cinq cent (22.500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par deux cent quarante-sept milles cinq cent (247.500) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «MRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées.

Dans un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents statuts comprennent les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

**6.2 Prime d'émission**

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS (appelés collectivement les «classes» de parts sociales et individuellement appelé «classe» de parts sociales) peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, soumises aux obligations légales et aux dispositions des présents statuts. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires»). Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des MRPS (la «Prime d'Emission des MRPS») restera attaché aux MRPS et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des MRPS»).

L'associé(s) peut également décider d'augmenter le montant du Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS par le biais d'un apport ou par constitution de réserves disponibles de la Société, pour autant que l'/les associé(s) représentant au moins la moitié du capital social de la Société sont présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés de présents ou représentés votent pour une telle décision.

Cette augmentation peut être effectuée sans émission de nouvelles parts sociales de la société aussi longtemps que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique. Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Tant que la Société a un associé unique, une partie des Primes d'Emission des Parts Sociales Ordinaires s'élevant à 10% du capital social (représenté par les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS) devra être allouée à la réserve légale.

### 6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Tant que la Société est détenue par un associé unique, si une dépréciation est actée dans les comptes trimestriels de la Société sur la valeur d'une de ses filiales et si les comptes trimestriels établissent que suite à cette dépréciation la Société est en perte, l'associé peut, avant la fin de l'année comptable durant laquelle la dépréciation a été actée, diminuer le Compte de Prime d'Emission de Parts Sociales Ordinaires afin de compenser ladite perte.

### 6.4 Rachat de parts sociales

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés de la Société, peut décider de racheter une partie ou l'entièreté des MRPS conformément aux conditions énoncées ci-après.

Les MRPS sont rachetables (partiellement ou en totalité) au gré de la Société à tout moment jusqu'à leur échéance (une «Date de Rachat Anticipé»). La Société doit racheter les MRPS lors du treizième anniversaire de leur émission (la «Date d'Exigibilité»).

Les MRPS doivent être rachetés pour un montant correspondant à la valeur nominale totale des MRPS rachetés, du Compte de Prime d'Emission des MRPS rachetés, et de tout dividende préférentiel et/ou dividende préférentiel additionnel, tous deux définis à l'article 12, accumulé mais non encore repris sous les MRPS rachetés au moment du rachat (le «Prix de Rachat»).

Néanmoins, les MRPS seront rachetés à la Date d'Exigibilité uniquement si la Société a suffisamment de fonds disponibles pour ledit rachat (les «Fonds Disponibles»). Dans le cas où la Société ne disposerait pas des fonds disponibles pour distribution pour payer le Prix de Rachat en espèces à la Date d'Exigibilité, elle pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (partiellement ou en totalité).

Dans le cas où la Société dispose de Fonds Disponibles, le Prix de Rachat peut néanmoins être payé en nature (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé), si le(s) détenteur(s) de MRPS y sont favorables.

Que la Société ait des Fonds Disponibles ou non, la Société peut s'acquitter du Prix de Rachat (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé) en transférant au(x) détenteur(s) de MRPS rachetés toute créance(s) dû à la Société par toute personne, qui sera évaluée dans ce but au plus haut de la valeur nominale ou de la valeur de marché des créance(s) à transférer.

Les MRPS rachetés sont immédiatement annulés et le montant du capital social doit être réduit corrélativement. En outre, le compte de Prime d'Emission des MRPS doit être réduit en conséquence.

### 6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### 6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

### 6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit. Chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié de chaque classe de parts sociales et détenant ensemble au moins plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts de chaque classe de parts sociales et détenant ensemble au moins trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.



**Art. 12. Distribution des bénéfices.** Pour chaque année comptable de la Société, et pour la première fois lors de sa première année comptable, un dividende préférentiel de cinq virgule cinquante-trois pourcent (5,53%) par an s'accumule sur les MRPS, déterminé sur une base journalière (30 jours/mois), et calculé le premier jour de chaque mois échu sur la valeur nominale des MRPS et du Compte de Prime d'Emission des MRPS jusqu'au remboursement des MRPS («Dividende Préférentiel»).

En cas de réalisation d'un gain lors de la cession d'un actif financier financé par les MRPS, les détenteurs des MRPS auront également droit à un dividende préférentiel additionnel («Dividende Préférentiel Additionnel»), correspondant à la plus-value réalisée lors de la cession de l'actif financier qui est égale à la différence (le cas échéant) entre le montant réalisé et le coût d'acquisition de l'actif financier reflété dans les livres de la Société. Cette disposition est applicable aussi longtemps que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels peuvent être (i) soit cumulés (ii) soit distribués chaque année pour autant que la Société ait suffisamment de bénéfices distribuables disponibles. Si les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels de l'année ne sont pas déclarés (à cause d'un manque de bénéfices distribuables ou autre), ils sont cumulés et peuvent être distribués durant la première année où il y a un bénéfice suffisant à distribuer.

Les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels ci-dessus n'ont aucune influence sur l'obligation de chaque associé de participer aux pertes décrites à l'article 13 des présents statuts.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires ont droit, chaque année comptable, aux bénéfices restants de la Société (le «Dividende Ordinaire»), mais aucun dividende ne sera payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tant que tous les droits des Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels des détenteurs de MRPS de l'année en cours et des années précédentes n'ont pas été acquittés.

Les détenteurs de MRPS n'ont pas droit au Dividende Ordinaire, sauf s'ils détiennent des Parts Sociales Ordinaires et des MRPS.

Les Dividendes Préférentiels, Dividendes Préférentiels Additionnels et/ou Dividendes Ordinaires peuvent être payés en espèces ou en nature, si le détenteur de MRPS et/ou le détenteur de Parts Sociales Ordinaires en conviennent.

Le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes concernant les MRPS («Acompte sur Dividendes Préférentiels») et les Parts Sociales Ordinaires («Acompte sur Dividendes Ordinaires»), y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. La déclaration d'Acompte sur Dividende Préférentiels devrait être limitée aux Dividendes Préférentiels accumulés sur les MRPS au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux bénéfices distribuables excédant le bénéfice nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels jusqu'à la fin de l'année comptable. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des bénéfices distribuables réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Suivant la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs de MRPS ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les MRPS et le Compte de Prime d'Emission des MRPS) et du Dividende Préférentiel cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les Parts Sociales Ordinaires, le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, et la Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires allouée à la réserve légale ou à toute autre réserve) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de MRPS n'ont pas été exécutés.

S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des MRPS, les fonds disponibles seront alloués au prorata des droits de remboursement.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires ont droit à l'entière des bonis de liquidation de la Société après que les détenteurs de MRPS aient obtenu le paiement de leur droit au remboursement. Les détenteurs de MRPS sont donc exclus de tout excédant de liquidation de la Société après obtention du paiement de leur droit au remboursement.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs de MRPS.»

#### 7. Divers.

IV. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associée Unique prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associée Unique décide de créer deux classes distinctes de parts sociales à savoir des parts sociales ordinaires et des parts sociales préférentielles avec obligation de rachat.

#### *Deuxième résolution*

L'Associée Unique décide de convertir les vingt mille (20.000) parts sociales actuelles de la Société ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, en vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires de la Société ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

#### *Troisième résolution*

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux cent cinquante mille US Dollars (USD 250.000) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille US Dollars (USD 20.000) à deux cent soixante-dix mille US Dollars (USD 270.000) par l'émission des Nouvelles Parts Sociales Ordinaires et des MRPS, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de vingt-quatre millions sept cent cinquante mille US Dollars (USD 24.750.000).

#### *Souscription - Payment*

L'Associée Unique, par le biais de son mandataire, déclare souscrire à toutes les Parts Sociales Ordinaires et toutes les MRPS.

Toutes les Parts Sociales Ordinaires et toutes les MRPS ont été entièrement libérée par versement en espèces, de sorte que la somme de vingt-cinq millions US Dollars (USD 25.000.000) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

#### *Quatrième résolution*

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'Associée Unique décide de modifier les articles 6, 8, 12 et 13 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

##### **« Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

###### **6.1 Capital souscrit et libéré**

Le capital social est fixé à deux cent soixante-dix mille US Dollars (USD 270.000) représenté par vingt-deux milles cinq cent (22.500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par deux cent quarante-sept milles cinq cent (247.500) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «MRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées.

Dans un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents statuts comprennent les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

###### **6.2 Prime d'émission**

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS (appelés collectivement les «classes» de parts sociales et individuellement appelé «classe» de parts sociales) peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, soumises aux obligations légales et aux dispositions des présents statuts. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires»). Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des MRPS (la «Prime d'Emission des MRPS») restera attaché aux MRPS et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des MRPS»).

L'associé(s) peut également décider d'augmenter le montant du Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS par le biais d'un apport ou par constitution de réserves disponibles de la Société, pour autant que l'/les associé(s) représentant au moins la moitié du capital social de la Société sont présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés de présents ou représentés votent pour une telle décision.

Cette augmentation peut être effectuée sans émission de nouvelles parts sociales de la société aussi longtemps que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique. Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Tant que la Société a un associé unique, une partie des Primes d'Emission des Parts Sociales Ordinaires s'élevant à 10% du capital social (représenté par les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS) devra être allouée à la réserve légale.

###### **6.3 Modification du capital social**

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Tant que la Société est détenue par un associé unique, si une dépréciation est actée dans les comptes trimestriels de la Société sur la valeur d'une de ses filiales et si les comptes trimestriels établissent que suite à cette dépréciation la Société est en perte, l'associé peut, avant la fin de l'année comptable durant laquelle la dépréciation a été actée, diminuer le Compte de Prime d'Emission de Parts Sociales Ordinaires afin de compenser ladite perte.

#### 6.4 Rachat de parts sociales

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés de la Société, peut décider de racheter une partie ou l'entièreté des MRPS conformément aux conditions énoncées ci-après.

Les MRPS sont rachetables (partiellement ou en totalité) au gré de la Société à tout moment jusqu'à leur échéance (une «Date de Rachat Anticipé»). La Société doit racheter les MRPS lors du treizième anniversaire de leur émission (la «Date d'Exigibilité»).

Les MRPS doivent être rachetés pour un montant correspondant à la valeur nominale totale des MRPS rachetés, du Compte de Prime d'Emission des MRPS rachetés, et de tout dividende préférentiel et/ou dividende préférentiel additionnel, tous deux définis à l'article 12, accumulé mais non encore repris sous les MRPS rachetés au moment du rachat (le «Prix de Rachat»).

Néanmoins, les MRPS seront rachetés à la Date d'Exigibilité uniquement si la Société a suffisamment de fonds disponibles pour ledit rachat (les «Fonds Disponibles»). Dans le cas où la Société ne disposerait pas des fonds disponibles pour distribution pour payer le Prix de Rachat en espèces à la Date d'Exigibilité, elle pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (partiellement ou en totalité).

Dans le cas où la Société dispose de Fonds Disponibles, le Prix de Rachat peut néanmoins être payé en nature (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé), si le(s) détenteur(s) de MRPS y sont favorables.

Que la Société ait des Fonds Disponibles ou non, la Société peut s'acquitter du Prix de Rachat (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé) en transférant au(x) détenteur(s) de MRPS rachetés toute créance(s) dû à la Société par toute personne, qui sera évaluée dans ce but au plus haut de la valeur nominale ou de la valeur de marché des créance(s) à transférer.

Les MRPS rachetés sont immédiatement annulés et le montant du capital social doit être réduit corrélativement. En outre, le compte de Prime d'Emission des MRPS doit être réduit en conséquence.

#### 6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

#### 6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

#### 6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit. Chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié de chaque classe de parts sociales et détenant ensemble au moins plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts de chaque classe de parts sociales et détenant ensemble au moins trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 12. Distribution des bénéfices.** Pour chaque année comptable de la Société, et pour la première fois lors de sa première année comptable, un dividende préférentiel de cinq virgule cinquante-trois pourcent (5,53%) par an s'accumule sur les MRPS, déterminé sur une base journalière (30 jours/mois), et calculé le premier jour de chaque mois échu sur la



valeur nominale des MRPS et du Compte de Prime d'Emission des MRPS jusqu'au remboursement des MRPS («Dividende Préférentiel»).

En cas de réalisation d'un gain lors de la cession d'un actif financier financé par les MRPS, les détenteurs des MRPS auront également droit à un dividende préférentiel additionnel («Dividende Préférentiel Additionnel»), correspondant à la plus-value réalisée lors de la cession de l'actif financier qui est égale à la différence (le cas échéant) entre le montant réalisé et le coût d'acquisition de l'actif financier reflété dans les livres de la Société. Cette disposition est applicable aussi longtemps que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels peuvent être (i) soit cumulés (ii) soit distribués chaque année pour autant que la Société ait suffisamment de bénéfices distribuables disponibles. Si les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels de l'année ne sont pas déclarés (à cause d'un manque de bénéfices distribuables ou autre), ils sont cumulés et peuvent être distribués durant la première année où il y a un bénéfice suffisant à distribuer.

Les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels ci-dessus n'ont aucune influence sur l'obligation de chaque associé de participer aux pertes décrites à l'article 13 des présents statuts.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires ont droit, chaque année comptable, aux bénéfices restants de la Société (le «Dividende Ordinaire»), mais aucun dividende ne sera payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tant que tous les droits des Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Préférentiels Additionnels des détenteurs de MRPS de l'année en cours et des années précédentes n'ont pas été acquittés.

Les détenteurs de MRPS n'ont pas droit au Dividende Ordinaire, sauf s'ils détiennent des Parts Sociales Ordinaires et des MRPS.

Les Dividendes Préférentiels, Dividendes Préférentiels Additionnels et/ou Dividendes Ordinaires peuvent être payés en espèces ou en nature, si le détenteur de MRPS et/ou le détenteur de Parts Sociales Ordinaires en conviennent.

Le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes concernant les MRPS («Acompte sur Dividendes Préférentiels») et les Parts Sociales Ordinaires («Acompte sur Dividendes Ordinaires»), y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. La déclaration d'Acompte sur Dividende Préférentiels devrait être limitée aux Dividendes Préférentiels accumulés sur les MRPS au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux bénéfices distribuables excédant le bénéfice nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels jusqu'à la fin de l'année comptable. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des bénéfices distribuables réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Suivant la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs de MRPS ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les MRPS et le Compte de Prime d'Emission des MRPS) et du Dividende Préférentiel cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les Parts Sociales Ordinaires, le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, et la Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires allouée à la réserve légale ou à toute autre réserve) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de MRPS n'ont pas été exécutés.

S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des MRPS, les fonds disponibles seront alloués au prorata des droits de remboursement.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires ont droit à l'entière des bonis de liquidation de la Société après que les détenteurs de MRPS aient obtenu le paiement de leur droit au remboursement. Les détenteurs de MRPS sont donc exclus de tout excédant de liquidation de la Société après obtention du paiement de leur droit au remboursement.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs de MRPS.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués à environ sept mille EUROS (EUR 7.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, le mandant de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 1<sup>er</sup> octobre 2013. Relation: LAC/2013/44414. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146182/715.

(130178517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2013.

**Mosto S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.877.

—  
*Dépôt rectificatif du dépôt n° L130120657*

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2013*

L'assemblée générale prend note de la démission aux fonctions d'administrateurs de la société de Madame Frédérique Vigneron et de Madame Patricia Osieka avec effet immédiat.

L'assemblée générale décide de nommer en remplacement:

- Monsieur Stefano Sutter, né le 28 avril 1973 à Gênes (Italie) et demeurant à 36 Ashburn Place Flat 4 SW7 4JR Londres UK;

- Monsieur Beat Wittmann né le 18 avril 1961 à Muenster I.W. (Allemagne) et demeurant à Im Berghof 1, Kuesnacht CH-8700.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Pour MOSTO S.A.

Signature

Référence de publication: 2013128981/20.

(130157345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**D.C. Immobiliare S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 156.577.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société D.C. IMMOBILIARE S.A. qui s'est tenue en date du 22 août 2013*

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Monsieur Nicolas Hamel, Avocat, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg comme Administrateur de catégorie B en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

- Messieurs Gilles Quaglia et Torben Reine - Administrateurs de catégorie A;

- Madame Véronique Wauthier, Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel - Administrateurs de catégorie B.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013128737/20.

(130156586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Tanzanyte S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2343 Luxembourg, 1A, rue des Pommiers.  
R.C.S. Luxembourg B 158.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Tanzanyte S.A.*

Signature

Référence de publication: 2013129161/11.

(130156936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Thierry Linster & Ivan Stupar Architectes, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2413 Luxembourg, 43, rue du Père Raphaël.  
R.C.S. Luxembourg B 100.021.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129168/10.

(130156852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Total Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 310, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 5.486.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2013*

Renouvellement des mandats d'Administrateurs:

L'Assemblée décide de renouveler pour une durée de 3 ans, les mandats d'Administrateurs de MM. Thierry COLLIN & Marc SEMINCK. Les mandats prennent cours après l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 et prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2016 approuvant les comptes de 2015.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15H, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

POUR EXTRAIT CONFORME.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Référence de publication: 2013129170/15.

(130157127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Valleroy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 37.118.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société VALLEROY S.A. qui s'est tenue en date du 22 août 2013*

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Monsieur Nicolas Hamel, Avocat, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2016.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Véronique Wauthier et Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013129175/18.

(130156695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Aston 66 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 171.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13/09/2013. Signature.

Référence de publication: 2013129366/10.

(130157495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Beamex S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 36.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13/09/2013. Signature.

Référence de publication: 2013129385/10.

(130157902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Beelenboesch Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9234 Diekirch, 120, route de Gilsdorf.  
R.C.S. Luxembourg B 108.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Signature.

Référence de publication: 2013129387/10.

(130157649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**ESCF Dueren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 169.306.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129480/10.

(130157459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Goldman Sachs Investment Partners Holdings (Lux) Offshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.145.816,95.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 134.963.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 décembre 2007, acte publié  
au Mémorial C no 254

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Goldman Sachs Investment Partners Holdings (Lux) Offshore S.à r.l.  
Marielle Stijger  
Gérant

Référence de publication: 2013129505/14.

(130157943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Private II Wealth Management SCA-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV  
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 169.463.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 10 septembre 2013, la société Ernst & Young société anonyme, ayant son siège social, 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach a été nommée réviseur d'entreprise agréé de la Société en remplacement du réviseur d'entreprise agréé actuel DELOITTE AUDIT, société à responsabilité limitée, démissionnaire. Le mandat du nouveau réviseur d'entreprise agréé de la Société est nommé jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 11.09.2013.

Pour: PRIVATE II WEALTH MANAGEMENT S.C.A.-SIF

Société en commandite par actions sous la forme d'une SICAV-Fonds d'Investissement Spécialisé

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013129036/19.

(130156763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Peruso Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 163.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129045/10.

(130157353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Erasmé Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 102.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Erasmé Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2013129476/11.

(130157749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**First Data International Luxembourg VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 145.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013129492/14.

(130157828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Fin 4 Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 82.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129499/10.

(130157867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Europ Continents Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.  
R.C.S. Luxembourg B 16.913.

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 6 septembre 2013 a accepté la démission présentée par la société anonyme TOP Audit (anc. PKF Abax Audit), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le No B 142 867, de son mandat de réviseur d'entreprises agréé.

L'Assemblée a nommé en qualité de réviseur d'entreprises agréé, avec effet à partir de l'exercice 2012, la société à responsabilité limitée Deloitte Audit, avec siège à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le No B 67 895.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2013, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Pour extrait conforme

EUROP CONTINENTS HOLDING

Société anonyme

Référence de publication: 2013129487/19.

(130157529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Eurofin International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 100.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013129485/10.

(130157549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Global Investment Opportunities Partners, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Ongoing International Partners).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 138.365.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance de la société en date du 26 juillet 2013*

Le conseil de gérance:

- Prend acte de la démission de Monsieur Vittorio Calvi di Bergolo de son mandat de gérant de la société avec effet à la date des présentes résolutions.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Clémency, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129504/15.

(130157620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Fineq S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 57.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129501/10.

(130157476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Erasme Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 102.510.

La dénomination de l'associé a changé de «IFG TRUST COMPANY (CHANNEL ISLANDS) LIMITED» à «First Names Trust Company (Channel Islands) Limited» avec adresse à 15, Union Street, St Helier, JE2 3RF, Jersey.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Erasme Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2013129477/12.

(130157750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Idomeneo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 154.733.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle des gérants suivants a été modifiée comme suit:

- Mr Villafranca Denis a changé du 54, avenue Marceau, F-75008 Paris, France au 58-60, avenue Kléber, F-75116 Paris, France;

- Mr Mogge Chris a changé du 7, Quai du Mont-Blanc, CH-1201 Genève, Suisse au 55 Neuer Wall, D-20354 Hambourg, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 Septembre 2013.

Référence de publication: 2013129538/15.

(130157614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

**Katana Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 87.677.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue de façon extraordinaire de la société KATANA INVESTMENTS S.A.*

L'assemblée générale tenue de façon extraordinaire du 10 septembre 2013 a pris les décisions suivantes:

1. L'assemblée générale accepte la démission de M. Philippe STROESSER comme membre du conseil d'administration.
2. L'assemblée générale nomme comme nouveau membre du conseil d'administration, dont le mandat courra jusqu'à l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2014: M. Joe THIELEN, juriste, né le 20 novembre 1958 à Luxembourg, domicilié à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013129565/14.

(130157704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.



**Linares Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 48.037.

—  
*Extrait de la décision prise par les administrateurs restants en date du 9 septembre 2013*

Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été cooptée comme administrateur de la société en remplacement de M. David GIANNETTI, administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LINARES HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129589/17.

(130157909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

---

**Kebel Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 142.037.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO TRUST

Domiciliataire

Référence de publication: 2013129567/11.

(130157862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

---

**Kalverboer Investments 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 151.750.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129564/9.

(130157417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

---

**Klopp Marc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 5, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 62.739.

—  
Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129570/10.

(130157512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

---

**L.S.A. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.182.

—  
Le Rapport Annuel non Audité au 31 décembre 2012 et la distribution de dividende relative à la décision des Actionnaires du 24 juillet 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129571/10.

(130157419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

---



**Cyprès International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 180.059.

---

**STATUTS**

L'an deux mille treize, le trente août.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

1. Monsieur Jean-Yves MARIE, ingénieur, demeurant au 11, J-P Koenig L-1865 Luxembourg.

2. Madame Thouraya MEFTAH, architecte-paysagiste, demeurant au 11, J-P Koenig L-1865 Luxembourg.

Lesquels fondateurs ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, la Société peut adopter une autre forme et le fait qu'elle ne comporte le cas échéant qu'un seul associé n'occasionnera en aucun cas sa dissolution.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "Cyprès International".

**Art. 3.** La société a pour objet:

- l'étude, la planification et la réalisation de toutes missions d'urbanisme, d'aménagements urbains et de paysage;
- la gestion et le management de projet dans le domaine de la construction au sens large;
- la modélisation par programme informatique de plans et d'images, la retouche et le montage de photos et de films, la réalisation d'animations vidéo et de présentations;
- l'exploitation d'un atelier d'imprimerie trois dimensions;
- toutes prestations consultatives, d'assistance, de contrôle, de coordination, d'expertise et d'études ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

La société s'interdit toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'ingénieur-conseil, d'urbaniste-aménageur et d'architecte-paysagiste et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité réglementée en question."

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

Pendant un délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, soit par un tiers agréé par eux (dont l'héritier), soit par la société elle-même.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule par les soins de la gérance sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières

années. S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à € 12.500.- (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales de € 25.- (vingt-cinq euros) chacune.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné par décision de l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou un acte sous seing privé.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 10.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont obligatoirement au moins un gérant technique dûment autorisé par le Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement à exercer les activités décrites dans l'objet social.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

**Art. 11.** La société sera valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants techniques.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** En cas de gérance unique, les décisions du gérant seront consignées par écrit, déposées et publiées s'il échet, et conservées au siège.

S'ils sont plusieurs, les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou courrier électronique un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.

Les associés se réuniront en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an, sur convocation de la gérance, aux fins notamment de délibérer et statuer sur l'affectation des résultats de l'exercice.

**Art. 15.** Pour toutes assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises comme suit:

- quorum de présence: devront être présents ou représentés les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettres recommandées (pour se tenir endéans le mois).

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées quelle que soit la portion du capital représenté.

- quorum de vote: les décisions seront prises à la majorité des trois-quarts des voix admises au vote.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

En outre, dans aucun cas la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### **Exercice social - Comptes annuels**

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

### **Loi applicable**

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### *Souscription - Libération*

Les 500 parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites comme suit:

1) Monsieur Jean-Yves MARIE: deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250 parts sociales
2) Madame Thouraya MEFTAH: deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250 parts sociales
Total . . . . .	500 parts sociales

et été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de € 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros.

127236

*Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, les fondateurs précités ont pris les résolutions suivantes:

*Dispositions transitoires*

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

*Nominations*

Sont nommés gérants techniques avec pouvoir de signature conjointe:

- 1) Monsieur Jean-Yves MARIE, ingénieur, demeurant au 11, J-P Koenig L-1865 Luxembourg
- 2) Madame Thouraya MEFTAH, architecte-paysagiste, demeurant au 11, J-P Koenig L-1865 Luxembourg

*Adresse du siège social*

Le siège social de la Société est établi au 6, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg.

*Autorisation de commerce*

Le notaire soussigné a informé les comparants qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou toute modification de l'objet social relative à une activité commerciale, ou bien dans l'éventualité où la société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, ceux-ci doivent être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants; et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre effective son activité partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: J-Y.MARIE, T.MEFTAH, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 3 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40185. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128710/180.

(130156849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Mullins Enterprises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 180.063.

—  
**STATUTS**

En l'an deux mille treize, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, agissant en remplacement de son confrère empêché, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

**A COMPARU**

Monsieur Michael Gerard MULLINS, directeur de société, né le 29 décembre 1953 à Limerick (Irlande), résidant à Brookfield House, Kilcock, Co Kildare, Irlande.

Ici représenté par Monsieur Nicholas Martin, expert-comptable, né le 3 janvier 1974 à Guernesey (UK), demeurant professionnellement à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade,

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le notaire instrumentant et le mandataire du Comparant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel Comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «Mullins Enterprises S.A.».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Diekirch.

Des bureaux, agences et succursales peuvent être créés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du conseil d'administration.

L'adresse du siège de la société pourra être transférée dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la société.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** L'objet de la Société est de détenir des participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, échange et de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de créance et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Il peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Il peut émettre des billets obligations de caisse et tous titres de dettes et / ou de titres de participation. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans limitation, les revenus de prêts et / ou émissions de titres de créance ou de participation à ses filiales, sociétés affiliées et / ou toutes autres sociétés. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs pour garantir ses propres obligations et engagements et / ou obligations et engagements de toute autre société, et, plus généralement, pour son propre bénéfice et / ou le bénéfice d'une autre compagnie ou personne.

La Société peut en général employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger contre le risque crédit, change et risque de taux d'intérêt et autres risques. La société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à son objet.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par TROIS CENT DIX (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune.

Les titres peuvent être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Les actions sont librement cessibles entre actionnaires.

En cas de décès d'un actionnaire, les actionnaires survivants jouissent dans tous les cas d'un droit de préférence pour le rachat des actions de l'actionnaire décédé.

L'actionnaire qui désire céder toutes ou partie de ses actions à un non-actionnaire doit les offrir préférentiellement aux autres actionnaires, par lettre recommandée, proportionnellement à leur participation dans le capital de la société.

Le prix de rachat ou de cession des actions se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Les actionnaires qui n'auront pas répondu dans un délai d'un mois par lettre recommandée à l'offre décrite ci-dessus sont considérés comme ayant abandonné leur droit de préférence qui accroîtra les droits des autres actionnaires au prorata de leurs participations.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou qu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée. En l'hypothèse de la vacance du poste d'administrateur unique, l'assemblée générale procédera à la nomination d'un ou trois nouveaux administrateurs.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis

aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur. La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

**Art. 7.** Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, une procuration unique entre administrateurs étant permise.

Les administrateurs peuvent également voter par lettre ou fax.

Une résolution formulée par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, a le même effet qu'une résolution votée lors d'une réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, le président a une voix prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par les administrateurs présents. L'authentification de copies ou d'extraits de ces procès-verbaux est faite par un administrateur.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 des statuts.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 11.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

Exceptionnellement, la première personne à qui sera déléguée la gestion journalière de la société peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

**Art. 12.** L'assemblée générale des actionnaires fixe le pouvoir de signature.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, ou à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier jeudi du mois de mai à 15 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les limitations légales.

Le conseil d'administration ou le/les commissaires peuvent convoquer une assemblée générale extraordinaire. Une telle assemblée générale extraordinaire doit être convoquée si des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social en font la demande.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, de l'accord du ou des commissaires et aux conditions prévues par la loi.

**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale prise aux conditions de quorum et de vote d'une modification statutaire.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 18.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

*Dispositions transitoires*

- 1) La première assemblée générale annuelle se réunira en l'année 2014.
- 2) Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente-et-un décembre 2013.

*Souscription et Libération*

Les actions ont toutes été souscrites par Monsieur Michael Gérard MULLINS, pré-qualifié.

Toutes les actions ont été libérées intégralement par des versements en numéraire sur un compte bancaire, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

*Constatation*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

*Evaluation des frais*

Le Comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300.- EUR).

*Décisions de l'actionnaire unique*

Le Comparant pré-qualifié, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, a ensuite pris en assemblée générale extraordinaire les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixé à: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
2. Le nombre d'administrateurs est fixé à un.
3. Le nombre des commissaires est fixé à un.
4. Est nommé administrateur unique: Monsieur Michael Gerard MULLINS, pré-qualifié.

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

5. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, la société «Coficom Trust S.à r.l.», inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153 931.

6. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du Comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. MARTIN, E. DELOSCH.

Enregistré à Mersch, le 04 septembre 2013. Relation: MER/2013/1826. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128955/178.

(130156835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**PFCE Poland II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 194.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.701.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of August.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:



PFCE Holdco S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register section B under number 95.702, hereby represented by Mister Erwin VANDE CRUYS, private employee, with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Luxembourg on August 26<sup>th</sup>, 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as the sole shareholder, has requested the undersigned notary to enact the following:

The appearing party is the sole shareholder of "PFCE Poland II S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, incorporated by deed of Me Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem on September 12, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1058 of October 11<sup>th</sup>, 2003 and modified last time by deed of M<sup>e</sup> Martine SCHAEFFER, residing in Luxembourg on July 27<sup>th</sup>, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2259 of September 11, 2012.

The capital of the company is fixed at one sixty-eight thousand euro (168.000,- EUR) represented by one hundred sixty-eight (168) shares, with a nominal value of one thousand euro (1.000,-EUR) each, entirely paid in.

The appearing party takes the following resolutions:

#### *First resolution*

The appearing sole shareholder resolves to increase the corporate share capital by an amount of twenty-six thousand euro (26.000,- EUR), so as to raise it from its present amount of one hundred sixty-eight thousand euro (168.000,- EUR) to one hundred ninety-four thousand euro (194.000,- EUR), by issuing twenty-six (26) new shares with a par value of one thousand euro (1.000,- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing parts.

#### *Subscription and Liberation*

The appearing sole shareholder declares to subscribe to the twenty-six (26) new shares and to pay them up, fully in cash, at its par value of one thousand (1.000,- EUR), so that the amount of twenty-six thousand euro (26.000,- EUR) is at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

#### *Second resolution*

The appearing shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

« **Art. 6.** The capital is set at to one hundred ninety-four thousand euro (194.000,- EUR) represented by one hundred ninety-four (194) shares of a par value of one thousand euro (1.000,- EUR) each."

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la version française**

L'an deux mille treize, le trente août,

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PFCE Holdco S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 95.702, ici représentée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 26 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

La société comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée unipersonnelle PFCE Poland II S.à r.l., avec siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, constituée suivant acte reçu par Me Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 12 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1058 du 11 octobre 2003, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Me Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 27 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2259 du 11 septembre 2012.



Le capital social de la société est fixé à cent soixante-huit mille euros (168,000.- EUR) représenté par cent soixante-huit (168) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1,000.- EUR) chacune.

L'associée unique prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de vingt-six mille euros (26,000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de cent soixante-huit mille euros (168,000.- EUR) à cent quatre-vingt-quatorze mille (194,000.- EUR), par l'émission de vingt-six (26) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1,000.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

*Souscription et Libération*

Et à l'instant, les vingt-six (26) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1,000.- EUR) ont été souscrites par l'associé unique et entièrement libérée en espèces, de sorte que le montant de vingt-six mille euros (26,000.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

*Deuxième résolution*

L'associée décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à cent quatre-vingt-quatorze mille euros (194,000.- EUR) représenté par cent quatre-vingt-quatorze (194) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1,000.- EUR) chacune."

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: E. Vande Cruys et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 septembre 2013. LAC/2013/40571. Reçu soixante-quinze euros. EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129049/94.

(130157354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Roundabout Tours S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 14.114.700,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 162.004.

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth of August,

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Roundabout Tours S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 14,114,700 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 162.004 (the "Company").

There appeared,

the sole shareholder of the Company, Santamossa Capital Investments B.V., a private company with limited liability, incorporated and validly existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in Amsterdam (The Netherlands), and with address at John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, registered with the trade register under number 57823278 ("Santamossa B.V.");

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally at Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereinabove, has requested the notary to enact the following:

1. the 141,147 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which Santamossa B.V. has been duly informed;

2. in order to simplify the administrative and legal structure and to increase the operational efficiency of the group of companies the Company belongs to, the board of managers of the Company, on May 3, 2013, resolved to propose that the Company merges with and be absorbed by Roundabout Tours B.V., a private company with limited liability, incorporated and validly existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in Amsterdam (The Netherlands), and with address at John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, registered with the trade register under number 57824037 (the "Merger");

3. in the framework of the Merger and in accordance with the provisions of article 261 of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Luxembourg Law"), a common draft terms of merger, drawn-up by the board of managers of the Company together with the management board of Roundabout Tours B.V., has been enacted by Maître Jean Seckler, civil law notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, on May 21, 2013, published with the Memorial C - N° 1271 on May 30, 2013, in accordance with the provisions of article 262 of the Luxembourg Law (the "Common Draft Terms of Merger");

4. in accordance with the provisions of article 267 of the Luxembourg Law, the following documents have been made available for the sole shareholder's inspection at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present meeting:

- the Common Draft Terms of Merger;
- the annual accounts and the annual reports of the Company for the last three financial years;
- the financial statements as at 31 March 2013, for the Company and as at 26 April 2013, for Roundabout Tours B.V.;
- the declaration of the sole shareholder of the merging companies in which he has agreed to refrain from requesting:
  - \* the report of the board of managers of the Company referred to in article 265 of the Luxembourg Law; and
  - \* the examination of the common draft terms of merger by independent expert and the subsequent expert report referred to in article 266 of the Luxembourg Law;
- the declaration of the sole shareholder of the merging companies in which he has agreed to refrain from applying:
  - \* article 2:313 paragraph 1 Dutch Civil Code ("DCC") (no explanation of the board of managers is required); and
  - \* article 2:315 paragraph 1 DCC (no information of the board of managers on significant changes in assets and liabilities after the deposit of the merger proposal is required).

5. in accordance with the provisions of article 259 of the Luxembourg Law, the Company will transfer all of its assets and liabilities to Roundabout Tours B.V. at the time of its dissolution without liquidation; and

6. the Merger will not have any consequences regarding the Company's creditors' right to be paid for their claims, nor will the merger have any consequences for the sole shareholder or creditors in the Company. The creditors of (i) Roundabout Tours B.V. and (ii) the Company may, during a period of two months following the publication of the Merger, require guarantees for outstanding claims in accordance with article 268 of the Luxembourg Law.

The sole shareholder, represented as stated hereinabove, requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Approval of the merger by way of absorption of the Company by Roundabout Tours B.V.; and
2. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the sole shareholder, the following resolution has been taken:

#### *Sole resolution*

It is resolved to approve the Merger under the terms and conditions set forth in the Common Draft Terms of Merger.

It is noted that the Merger will be effective as of the day following the date of execution of the deed of merger in the Netherlands.

#### *Statement of the notary*

The undersigned notary, in accordance with the provisions of article 271 (2) of the Luxembourg Law, hereby:

- certifies that all the required actions and formalities of the Company pursuant to the provisions of the Luxembourg Law have been validly and legally performed; and
- finally declares to have performed all the required controls for the purpose of the present statement.

#### *Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the Merger, have been estimated at about EUR 2,000.-.

There being no further business before the meeting, the meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille treize, le quatorzième jour d'août,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société Roundabout Tours S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diederich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 14.114.700 USD et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.004 (la «Société»).

#### **A comparu**

Santamossa Capital Investments B.V., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam, et son adresse professionnelle au John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, The Netherlands, immatriculée auprès du registre de commerce sous le numéro 57823278 («Santamossa B.V.»);

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé. Ladite procuration, après avoir été signées ne varietur restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

1. les 141.147 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont Santamossa B.V. a été dûment informé;

2. afin de rationaliser la structure administrative et légale et d'améliorer l'efficacité opérationnelle du groupe de sociétés dont fait partie la Société, le conseil de gérance de la Société a, en date du 3 mai 2013, décidé de proposer que la Société fusionne et soit absorbée par Roundabout Tours B.V., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam, et son adresse professionnelle au John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès du registre de commerce sous le numéro 57824037 (la «Fusion»);

3. dans le cadre de la Fusion et conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), un projet commun de fusion établi par les conseils de gérance de la Société et de Roundabout Tours B.V. par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg le 21 mai 2013, publié au Mémorial C - N°1271 en date du 30 mai 2013, conformément aux dispositions de l'article 262 de la Loi (le «Projet Commun de Fusion»);

4. conformément aux dispositions de l'article 267 de la Loi, les documents listés ci-dessous ont été mis à la disposition de l'associé unique au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente assemblée, afin de lui permettre d'en prendre connaissance:

- le Projet Commun de Fusion;
- les comptes annuels et les rapports annuels de la Société pour les trois derniers exercices;
- les états comptables arrêtés au 31 mars 2013 pour la Société et au 26 avril 2013 pour Roundabout Tours B.V.
- la déclaration de l'associé unique des sociétés qui fusionnent par laquelle ce dernier a accepté de renoncer à l'application des dispositions suivantes:

\* le rapport du conseil de gérance de la Société prévu à l'article 265 de la Loi; et

\* l'analyse du projet commun de fusion par un expert indépendant et l'analyse subséquente de son rapport conformément à l'article 266 de la Loi;

- la déclaration de l'associé unique des sociétés qui fusionnent par laquelle ce dernier a accepté de renoncer à l'application des dispositions suivantes

\* l'article 2:313 paragraphe 1 du code civil hollandais (aucune explication n'est requise de la part du conseil de gérance); et

\* l'article 2:315 paragraphe 1 du code civil hollandais (aucune information n'est requise par le conseil de gérance sur les changements substantiels concernant l'actif et le passif qui suivent le dépôt de la proposition de fusion);

5. conformément aux dispositions de l'article 259 de la Loi, la Société transférera, par suite et au moment de sa dissolution sans liquidation, l'ensemble de son patrimoine, actifs et passifs, à Roundabout Tours B.V.

6. la Fusion n'aura aucune conséquence sur les droits des créanciers de la Société à être remboursés de leurs créances, ni sur ceux de l'associé unique de la Société. Les créanciers de (i) Roundabout Tours B.V. et de (ii) la Société pourront durant une période de deux mois suivant la publication de la Fusion exiger des garanties sur les créances en cours conformément à l'article 268 de la Loi.

L'associé unique, représenté comme décrit ci-dessus, a demandé au notaire soussigné d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Approbation de la fusion par absorption de la Société par Roundabout Tours B.V.; et
2. Divers.

Après que ce qui précède a été approuvé par l'associé unique, la résolution suivante a été adoptée:

*Résolution unique*

Il est décidé d'approuver la Fusion selon les termes et conditions établis par le Projet Commun de Fusion.

Il est noté que la Fusion sera effective à compter du jour suivant la date de signature de l'acte de fusion aux Pays-Bas.

*Déclaration du notaire*

Le notaire soussigné, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, par le présent:

- certifie que toutes les mesures et formalités incombant à la Société en vertu de la Loi ont été valablement et légalement réalisées; et
- déclare enfin avoir réalisé tous les contrôles dans le but de produire la présente déclaration.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la fusion, s'élève à environ 2.000,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la partie comparante, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 août 2013. Relation GRE/2013/3489. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013129079/164.

(130156795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**Faenza Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 35.000.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 177.855.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of the month of August.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

there appeared

Faenza Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 177.729 represented by Toïnon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 28 August 2013 which shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities after having been signed by the proxy-holder and the undersigned notary,

being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Faenza Midco S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, pre-named, of 10 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 30 July 2013, number 1828, registered with the RCS under number B 177.855.

The articles of incorporation of the Company have not been amended since the incorporation of the Company.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. The Sole Shareholder holds all the twelve thousand five hundred (12,500) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken by the Sole Shareholder on all items on the agenda.
2. The items on which resolutions are to be passed are the following:

#### *Agenda*

Increase of the issued share capital of the Company to thirty-five million Euro (EUR35,000,000) by the creation and issue of thirty-four million nine hundred eighty-seven thousand five hundred (34,987,500) new shares with a nominal value of one Euro (EUR1.00) each for a total subscription price of three hundred seventy-three million six hundred and seventy-six thousand two hundred and thirty Euro (EUR373,676,230), subscription to the new shares and payment of the total subscription price by Faenza Holding S.ar.l., the sole shareholder in cash; allocation of an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital of the Company, an amount equal to 10% of the issued share capital to the legal reserve and the remainder to the freely available share premium account of the Company; consequential amendment of the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above increase of the share capital of the Company.

After having duly considered the above, the Sole Shareholder resolved as follows:

#### *Sole resolution*

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company to thirty-five million Euro (EUR35,000,000) by the creation and issue of thirty-four million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred (34,987,500) new shares with a nominal value of one Euro (EUR1.00) each, for a total subscription price of three hundred seventy-three million six hundred and seventy-six thousand two hundred and thirty Euro (EUR373,676,230).

The new shares are entirely subscribed and paid-up in full by the Sole Shareholder, through the contribution in cash.

Evidence of the payment of the total subscription price was shown to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital of the Company, an amount equal to 10% of the issued share capital to the legal reserve and the remainder to the freely available share premium of the Company.

In consequence to the above the Sole Shareholder resolved to amend the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above increase of the share capital of the Company to be read as follows:

" **Art. 5.** The issued share capital of the Company is set at thirty-five million Euro (EUR 35,000,000.-) divided into thirty-seven million three hundred and ninety-four thousand nine hundred and seventy (35,000,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.00) each."

#### *Expenses*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at seven thousand Euro (7,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Done in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille treize, le vingtième-neuvième du mois d'août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Faenza Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 177.729, représentée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 28 août 2013, laquelle restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement, après avoir été signée par le mandataire et le notaire soussigné,

étant l'actionnaire unique Associé Unique») de Faenza Midco S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, constituée en vertu du droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée le 10 juin 2013 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 30 juillet 2013, numéro 1828, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 177.855.

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient la totalité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises de la Société, de sorte que l'Associé Unique peut valablement prendre des décisions sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

#### *Ordre du jour*

Augmentation du capital social émis de la Société à un montant de trente-cinq millions d'euros (35.000.000 EUR) par la création et l'émission de trente-quatre millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (34.987.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune pour un prix total de souscription de trois cent soixante-treize millions six cent soixante-seize mille deux cent trente euros (373.676.230 EUR); souscription aux nouvelles parts sociales et paiement du prix total de souscription par Faenza Holding S.à r.l., l'associé unique, en numéraire; affectation d'un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social de la Société, d'un montant égal à 10% du capital social émis à la réserve légale et du solde au compte de prime d'émission librement disponible de la Société; modification en conséquence de la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation ci-dessus du capital social de la Société.

Après avoir dûment examiné ce qui précède, l'Associé Unique a décidé ce qui suit:

#### *Résolution unique*

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société à un montant de trente-cinq millions d'euros (35.000.000 EUR) par la création et l'émission de trente-quatre millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (34.987.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune pour un prix total de souscription de trois cent soixante-treize millions six cent soixante-seize mille deux cent trente euros (373.676.230 EUR).

Les nouvelles parts sociales sont intégralement souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique par l'apport en nature.

Preuve du paiement du prix total de souscription a été montrée au notaire soussigné.

L'Associé Unique a décidé d'affecter un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social de la Société, un montant égal à 10% du capital social émis à la réserve légale et le solde au compte de prime d'émission librement disponible de la Société.

En raison de ce qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation ci-dessus du capital social de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social émis de la Société est fixé à trente-cinq millions d'euros (35.000.000 €) divisé en trente-cinq millions (35.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune.»

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à sept mille Euros (7.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. HOSS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40985. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128805/121.

(130156612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**PFCE Poland I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 210.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.700.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of August.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg).



There appeared:

PFCE Holdco S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register section B under number 95.702, hereby represented by Mr Erwin VANDE CRUYS, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on August 30<sup>th</sup>, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as the sole shareholder, has requested the undersigned notary to enact the following:

The appearing party is the sole shareholder of PFCE Poland I S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, incorporated by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem on September 12<sup>th</sup>, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1058 of October 11<sup>th</sup>, 2003 and modified last time by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg on July 27<sup>th</sup>, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2259 of September 11<sup>th</sup>, 2012.

The capital of the company is fixed at one hundred eighty thousand euro (EUR 180,000) represented by one hundred eighty (180) shares, with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each, entirely paid in.

The appearing party takes the following resolutions:

#### *First resolution*

The appearing sole shareholder resolves to increase the corporate share capital by an amount of thirty thousand euro (EUR 30,000), so as to raise it from its present amount of one hundred eighty thousand euro (EUR 180,000) to two hundred ten thousand euro (EUR 210,000), by issuing thirty (30) new shares with a par value of one thousand euro (EUR 1,000) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

#### *Subscription and Liberation*

The appearing sole shareholder declares to subscribe to the thirty (30) new shares and to pay them up, fully in cash, at its par value of one thousand (EUR 1,000), so that the amount of thirty thousand euro (EUR 30,000) is at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

#### *Second resolution*

The appearing shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The capital is set at two hundred ten thousand euro (EUR 210,000) represented by two hundred ten (210) shares of a par value of one thousand euro (EUR 1,000) each."

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la version française**

L'an deux mille treize, le trente août,

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PFCE Holdco S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 95.702, ici représentée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 30 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

La société comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée unipersonnelle PFCE Poland I S.à r.l., avec siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 12 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Asso-

ciations numéro 1058 du 11 octobre 2003, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, en date du 27 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2259 du 11 septembre 2012.

Le capital social de la société est fixé à cent quatre-vingt mille euros (180.000.- EUR) représenté par cent quatre-vingt (180) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune.

L'associée unique prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de trente mille euros (30.000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt mille euros (180.000.- EUR) à deux cent dix mille euros (210.000.- EUR), par l'émission de trente (30) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

*Souscription et Libération*

Et à l'instant, les trente (30) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) ont été souscrites par l'associé unique et entièrement libérée en espèces, de sorte que le montant de trente mille euros (30.000.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

*Deuxième résolution*

L'associée décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à deux cent dix mille euros (210.000.- EUR) représenté par deux cent dix (210) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune. »

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: E. Vande Cruys et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 septembre 2013. LAC/2013/40570. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129048/95.

(130157328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**DESTREM, Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 9.250.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130034/10.

(130158580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

**Energy Research and Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 72.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013130072/9.

(130158495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.